DIAL 3029

NICARAGUA - Lettre sur la situation du pays vu d'Estelí

Jean Loison

lundi 1er décembre 2008, mis en ligne par Dial

Dans ce numéro de décembre 2008, nous continuons la publication d'une série de textes consacrés au Nicaragua. Nous avions publié dans le numéro de novembre un texte assez critique sur l'évolution du gouvernement de Daniel Ortega. Vous trouverez dans ce numéro la première partie d'un entretien réalisé par la revue Envío *avec l'actuel maire de Managua, Dionisio Marenco, ainsi qu'une lettre de Jean Loison, enseignant dans une école d'infirmières et prêtre à Estelí – au Nord du pays – depuis plus de trente ans. Dial avait publié sa dernière lettre dans le numéro de février.*

Esteli, semaine du 3 au 8 novembre 2008

Bien chers tous,

Depuis ma dernière lettre (janvier), pas de gros changements à signaler. J'ai envie de dire : relisez la dite lettre. Et vous verrez que tout y est en germe, sauf que maintenant, il faut lire souvent « entre les lignes ».

Ma situation personnelle est à peu près la même. Le travail social se poursuit :

– Les bourses étudiantes. Quatre élèves de 1ère année et huit de 2ème année, seulement, bénéficient de cette aide économique, terme plus exact que « bourse ». Je dis « seulement » en comparant avec les 24 bénéficiaires de 3ème année, qui ont un rendement académique meilleur. L'argent économisé va à d'autres, notamment à des élèves « infirmières-auxiliaires », qui ont besoin de travailler rapidement. Elles auront un diplôme (d'auxiliaire) en un an, alors qu'elles avaient, au départ, le même bagage intellectuel que celles qui étudient trois ans. Elles sont plus motivées.

– Le dispensaire. Comme vous le verrez plus loin, la santé est gratuite au Nicaragua. Et pourtant nous avons au moins autant de « clients » qu'auparavant. Nous ne savons pas comment analyser cela.

– Les constructions et réparations de maisons. Elles sont en augmentation. Pour certains qui peuvent être intéressés davantage, je vous joins (en fin de lettre) quelques réponses à des questions posées par le comité de solidarité de Saumur – Doué-la-Fontaine.

***

Demain, dimanche 9 novembre, auront lieu les ÉLECTIONS MUNICIPALES.

Même s'il s'agit de voter pour les candidats les plus capables d'administrer des villes, le gouvernement entend bien donner à ces élections un caractère national, c'est-à-dire les considérer comme une photographie ou un sondage en vue des élections nationales dans trois ans. Mais l'enjeu va plus loin : si les résultats sont assez bons, il y aurait un climat favorable pour solliciter une modification de la

Constitution et envisager une réélection pour le président Daniel Ortega.

L'année dernière, au bout d'un an de gouvernement, je vous disais qu'il y avait beaucoup de points positifs. Ceux-ci n'ont pas disparu, bien au contraire, et dans beaucoup de domaines, ce qui contraste avec l'incurie crasse des gouvernements précédents par rapport aux problèmes du pays :

– ÉNERGIE. Dans le rural, l'électricité bien souvent n'existe pas encore. Mais beaucoup de paysans, même « perdus » dans leur montagne, bénéficient de programmes qui leur permettent de profiter de l'énergie solaire, et dans quelques mois l'énergie éolienne doit commencer et s'ajoutera à celle des volcans. Bien sûr, pas question d'abandonner le pétrole actuellement. Mais la préoccupation de ne pas dépendre seulement de ce pétrole montre qu'il y a une volonté de s'attaquer au problème de l'énergie. Il y a très peu de temps encore, de longues et fréquentes coupures de courant révélaient d'un seul coup l'inertie, l'insouciance des gouvernements précédents (manque d'entretien des générateurs d'électricité par exemple).

– FAIM ZERO. Je vous recopie ce que je disais il y a un an : « Les familles qui ont été sélectionnées (13 000 en 2007, puis 15 000 en 2008) par l'équivalent d'un comité de quartier, reçoivent une vache et une truie pleine ainsi que quelques poules et un coq, avec du ciment pour faire un enclos. C'est bien en général, mais de temps en temps la sélection peut privilégier les petits copains. Et, dans ces cas-là, les bénéficiaires ne sont pas forcément les plus nécessiteux. Et puis les plus pauvres, qui ont moins d'un hectare, n'y ont pas droit (car impossible d'élever une vache) ou renoncent à entrer dans le projet par peur de ne pas pouvoir le respecter ».

Dans le même chapitre de la faim, à signaler 2 à 3 000 stands où l'on vend et vendra à très bon marché les « grains de base » de la nourriture nica : haricots rouges et riz.

– USURE ZÉRO. C'est un programme de microcrédit qui vient de se mettre en place. Il est réservé aux femmes, qui doivent former un groupe solidaire de cinq à dix femmes pour y avoir droit. Elles sont environ 74 000 à avoir bénéficié de crédits à des taux d'intérêt très bas. Elles peuvent ainsi maintenir un petit commerce….pour « survivre ». C'est une aide du Venezuela ainsi que le programme suivant.

– CUISINIÈRES À GAZ destinées à éviter le déboisement. 25 000 ont été distribuées à des mères de famille très pauvres. Et 200 000 suivront. Comme dit notre président : « C'est moins cher d'acheter du gaz que du bois ».

– MAISONS DIGNES (d'où vient cette expression ?!! [1]). Pour 2009, le gouvernement en prévoit des *milliers*, même pour des gens qui n'ont pas de terrain à eux. Elles sont payables en 20 ans. Celles déjà construites en 2008, à Managua, vont principalement aux infirmières et aux instites (femmes). Ce programme comprend aussi l'amélioration ou réparation de maisons précaires.

– TITRES DE PROPRIÉTÉ. Reconnaissance officielle récente des terres des Indiens au sud de Managua, mais la même opération se réalisera dans d'autres régions du pays et s'est déjà réalisée dans des quartiers de Managua et dans une petite ville que je connais, et cela « pour tout le monde » (entendez : sans que les gens aient à dire pour quel parti politique ils vont voter). Une précision : pour les administrations antérieures, les Indiens n'existaient pas.

– GRATUITÉ dans les écoles primaires et secondaires. Et à la campagne, les enfants bénéficient de temps en temps d'uniformes et de nourriture, dans l'espoir de diminuer ou même d'augmenter la fréquentation scolaire, mais le pourcentage des enfants qui abandonnent après deux ans de primaire reste élevé.

Malgré le positif dans ce domaine, les résultats scolaires (et universitaires) sont alarmants. Il y a un problème de fond, mais c'est un cercle vicieux constitué par de nombreux facteurs, entre autres : pauvreté, niveau d'éducation des parents, manque de nourriture, problème de l'habitat, entassement des familles (quel étudiant peut dire : « j'ai une chambre ? »), manque d'ambiance pour étudier et… salaire très bas (67 euros par mois) qui n'encourage guère les instits/es.

Comment s'attaquer avec succès, et en même temps, à tous les facteurs de médiocrité ? C'est que le sous-développement n'est pas seulement une question d'argent disponible. Heureusement le ministre de l'Éducation ne se décourage pas. Il est conscient du problème et a promis de prendre des mesures.

– UN PROGRAMME D'INFORMATIQUE, incluant des ordinateurs, fait son apparition dans les écoles rurales (si elles ont le téléphone).

– SANTÉ. Là aussi, grande différence avec les années passées. C'est un autre panorama. Dans les hôpitaux et centres de santé publics, les soins et médicaments sont gratuits, même ceux qui coûteraient très cher. Les médecins peuvent prescrire les médicaments essentiels, ceux-ci « existent en pharmacie », même si de loin en loin, certains, moins usuels, ne se trouvent pas. Mais les pharmacies des hôpitaux et centres de santé sont déjà avertis qu'en 2009 la couverture de médicaments sera plus grande. J'espère bien que la santé mentale en profitera, car certains antipsychotiques et antidépresseurs plus modernes que ceux qui sont disponibles actuellement et avec moins d'effets secondaires (= ceux de « 2ème génération »), seraient les bienvenus, d'autant plus qu'ils coûtent « les yeux de la tête ». En effet si la moitié de la population survit avec deux dollars par jour théoriquement (souvent avec moins), certaines familles dépensent cette somme chaque jour pour leur malade mental. Que reste-t-il alors pour le reste de la famille ? Si vous voyiez le regard insoutenable de cette femme qui ne voyait pas comment acheter (en plus du médicament, épuisé dans notre pharmacie) un seul maillot de corps pour que son fils puisse être accepté dans un centre de rééducation pour drogués !

Quant aux divers examens de labo, radios..., ils sont également gratuits, même s'il faut attendre un peu. Pour illustrer : la semaine dernière sept personnes d'un petit bourg de campagne sont allés (voyage gratuit) à Managua pour passer un scanner. En France, vous avez la Sécu, mais ici non. Or les sept n'ont pas eu à dépenser un centime, alors qu'il y a peu de temps encore il fallait débourser 200 dollars, ou 150 sur recommandation.

Et un dimanche par mois environ, les médecins et généralistes, techniciens de radio et labo, les infirmiers « sandinisants » se regroupent pour donner la consultation à un secteur de la campagne, différent à chaque fois. Ils me rappellent le volontariat des années 80.

- Enfin, LES CHEMINS sont réparés beaucoup plus vite qu'autrefois.

Et ma liste de points positifs n'est pas exhaustive. Il faudrait par exemple ajouter : chirurgies oculaires gratuites (au Venezuela), des bouses d'étudiants cubaines, des efforts d'alphabétisation selon la méthode cubaine « oui, je peux », prêts aux petits cultivateurs, et vente d'urée à des prix abordables aux mêmes cultivateurs.

En résumé, on doit noter l'intérêt pour le pays, la prise de conscience des problèmes qui affectent la population et donc un réel changement.

***

Deux enquêtes récentes concernant le continent américain mettent notre gouvernement au dernier rang, au même niveau que Bush. Il y a deux ans, à sa prise de pouvoir, il jouissait de nombreuses opinions favorables.

Je remarque que, souvent, ce n'est pas le fond qui est critiqué, mais la manière, le style, l'extérieur, seulement une question de langage et de vocabulaire. Mais, c'est vrai, il y a des choses qui déplaisent :

Après avoir supporté en silence, le couple (Daniel Ortega et son épouse) qui nous gouverne paraît maintenant agacé par les critiques d'où qu'elles viennent, y compris par une seule demande d'explication ou par les critiques amicales, constructives, d'amis sandinistes (le maire de Managua, un fidèle parmi les fidèles, en sait quelque chose). Un exemple typique qui a fait beaucoup parler : l'ambassadrice de Suède (son pays a été celui qui a le plus aidé le Nicaragua depuis 30 ans) avait « regretté » que le gouvernement enlève la personnalité juridique à deux partis politiques d'opposition (dont l'un est le Parti rénovateur

sandiniste), comble de l'arbitraire et de l'illégalité, car la conséquence que vous devinez est le chemin fermé pour se présenter. L'ambassadrice avait raison, c'est la réalité, mais la réaction de souveraineté et de fierté jointe à l'humiliation de recevoir des leçons a joué ! La diplomate a été traitée de « diablesse » et affublée des sempiternelles épithètes : « oligarque », « au service de l'impérialisme et du capitalisme international », etc.

Comme ces épithètes sont fréquentes, certaines personnalités ou pays ne font plus attention au vocabulaire. C'est le style, l'extérieur qui ne traduit pas (*forcément*) l'intention profonde et qui, d'ailleurs, ne paraît pas troubler outre mesure les États-Unis, ni le F.M.I. [2] (pourvu qu'on soit fidèle et qu'on ne remette pas en cause le néolibéralisme), ni même l'Union européenne accusée elle aussi d'ingérence avant-hier 1er novembre parce qu'elle a osé « regretter » que les observateurs étrangers et nationaux ne soient pas autorisés à superviser les élections de dimanche prochain (9 novembre) laissant entendre avec raison que la fraude est peut être possible. **Mise à jour du lundi 17 novembre** : *Comme cette lettre n'est pas partie, je la récupère pour ajouter : Aujourd'hui, lundi 17/11, à plus d'une semaine des élections, le vainqueur de Managua n'est toujours pas officiel ! La contestation des résultats, ainsi que des bagarres de rues (à Managua et León) pour les mêmes motifs, sont à l'ordre du jour.*

Il n'en reste pas moins que les milieux diplomatiques et politiques ne voient pas d'un bon œil que l'on critique si ouvertement l'Union européenne quand la coopération internationale nous donne chaque année (à nous le deuxième pays le plus pauvre du continent) 500 millions de dollars, et que dans ce temps de crise financière, l'aide pourrait partir en Afrique qui, certainement, remercierait la dite coopération et ne la verrait pas comme une ingérence.

Ce matin 3 novembre nous apprenons que la Finlande, « préoccupée » par l'absence d'observateurs aux élections (cela semble être le détonateur), gèle une partie de son aide, pour l'instant. Pourvu que ce soit le seul pays. Pour comprendre, il faut dire que la Finlande, avec la Hollande, la Suisse, le Danemark et la Grande Bretagne, travaillent avec l'ONG Oxfam Grande Bretagne pour un certain nombre de projets. Le gouvernement nica se demande d'où vient l'argent dont dispose Oxfam et laisse entendre qu'il pourrait venir de la drogue. C'est Oxfam qui est accusée, mais par ricochet les cinq pays se sentent visés et n'apprécient pas (ils travailleraient avec de l'argent illicite !).

Mais l'agressivité (ou la patience lassée) se manifestent aussi face à la presse, face à certaines ONG et à leurs représentants (suspects d'être affiliés ou sympathisants du mouvement rénovateur sandiniste), et face aux groupes féministes qui reprochent au Front sandiniste de brandir le drapeau « interdiction de l'avortement thérapeutique » pour se concilier les faveurs de la hiérarchie catholique. Ainsi l'ONG suédoise Forum SYD est également dans la ligne de mire, car elle suggère la dépénalisation du dit avortement thérapeutique.

Ceux et celles qui sont dans le collimateur réagissent contre les pressions et le harcèlement administratifs, contre les menaces et l'autoritarisme, contre l'intolérance à la critique. Tout cela s'ajoute à ce qui est toujours mis en avant : la fameuse suppression de la personnalité juridique à deux partis, l'ajournement des élections dans trois villes de la côte atlantique (non favorables à l'administration sandiniste), la non participation d'observateurs (« parce que ce n'est pas la peine »). Alors le gouvernement se raidit et c'est le cercle vicieux.

Alors : mauvaise ambiance ? Oui et non, mais préoccupante. Oui pour les personnes affectées, car, par exemple, s'attaquer à une ONG comme Oxfam, qui travaille au Nica depuis plus de 25 ans, c'est grave... Mais sont-elles, ces personnes, assez nombreuses pour changer le cours des évènements ? En effet, il y a tellement d'inconditionnels du sandinisme qui iront voter fidèlement, voire « religieusement », convaincus (« c'est [leur] parti, celui des pauvres il n'y a pas à hésiter »).

Ils sont sincères avec leurs options et ne voient pas mal par exemple tout ce qui concerne la confusion Parti/ État. Exemples : que le Président ait son bureau dans le local du Parti sandiniste (et à son domicile privé), que de nombreux véhicules d'État servent à transporter les militants qui se rendent à une manif ou à une réunion électorale, tout cela ne pose pas de problèmes. En résumé, le bilan au bout de deux ans est bien positif pour toute la population pauvre. N'est-ce pas d'ailleurs elle qui doit être privilégiée ?

Espérons que le gouvernement analyse tout ce positif, et que par conséquent, il n'ait pas peur des critiques constructives. Sa volonté de désarticuler les effets nocifs de 16 ans de néolibéralisme ne peut pas, c'est logique, s'accompagner d'une attitude autoritaire, voire totalitaire, ainsi que de confrontation et de suspicion. Ces attitudes ne devraient plus être nécessaires, encore moins aller en s'amplifiant.

Un *gran abrazo* à chacune et chacun

Jean Loison

*

* *

Les maisons dignes

Depuis le démarrage du projet, il y a 10 ans, il a été construit en moyenne de neuf à dix maisons par an. En cette année 2008, douze auront été construites et 25 ont été réparées (réparations diverses ou remplacements de toits).

En moyenne, la construction dure au minimum trois semaines, maximum quatre. C'est rapide, car les maisons n'ont ni eau, ni WC, ni électricité, ni cuisine.

Les prix augmentent à peu près toutes les semaines. Tout a doublé en quelques années, à cause du prix du pétrole. En 2003, nous construisions une maison avec 1500 dollars ; en 2008, fin février : 3258 dollars ; fin mars : 3379 dollars ; en août : 3550 dollars. Nous achetons en gros, mais il faut faire le tour des quincailleries avant d'acheter (autrement dit, nous ne sommes mariés avec aucune, ni même avec tous les articles de la même quincaillerie).

Nous donnons aux ouvriers qui fabriquent les parpaings 3,33 € par jour. Dans d'autres fabriques de parpaings, ils ne gagnent en général que 3 €. Au tabac (= ouvriers agricoles), ils auraient entre 2,33 et 2.66 €. Quant aux maçons, les meilleurs gagneraient pour une de nos maisons 400 euros. Mais nous employons des maçons amateurs, toujours très contents qu'on les emploie. Nous leur donnons 266 euros. Comme cadre infirmier (enseignant et 20 ans d'ancienneté), le ministère de la Santé me donne 200 € par mois !

Les bénéficiaires de maisons participent à la construction en trouvant un fils ou un voisin pour aider le maçon. Nous payons notre maçon mais pas l'aide.

Pour le financement, nous leur demandons une contribution un peu symbolique : de 166 à 333 euros, qu'ils doivent nous donner d'avance. Sinon, nous ne construisons pas.

Par contre, il nous arrive de modifier le montant qu'ils nous doivent. Ainsi, il y a quelques jours, en causant avec une maman qui gagne sa vie en lavant et repassant, nous voyons, dans la même pièce, les quatre enfants les pieds nus à même la terre qui reste humide pendant toute la saison des pluies (six mois). À cette femme, nous lui dirons, quand elle aura apporté 100 euros, que ce sera la fin de sa contribution. Car le temps que les familles aient l'argent peut durer plus d'un an et nous ne pouvons pas attendre les 300 euros et laisser pendant ce temps cette famille dans cette situation infra humaine.

Assez souvent, les femmes (souvent les seules adultes de la maison) travaillent au tabac. Estelí est la ville où se cultive le tabac et se fabriquent les cigares. Les femmes sont payées 2,66 euros par jour et elles doivent nourrir et vêtir leurs quatre enfants, acheter les cahiers etc.

Un autre cas que celui mentionné plus haut. Neuf personnes, dont plusieurs très jeunes enfants, vivent aussi dans l'humidité perpétuelle. Mais Il y a trois personnes qui travaillent. Elles ont commencé, il y a un

an, à apporter pour trouver 233 euros. Il leur manque encore 110 €. Mais elles ne se découragent pas et donnent un petit peu chaque mois.

Nous vous paraissons peut-être exigeants, mais nous ne voulons pas jouer les Pères Noël, ni enlever aux familles leur fierté et leur dignité. De plus, pas une seule fois, on nous a dit qu'il leur serait impossible de trouver l'argent. Même si leur contribution est très longue à venir, ils arrivent toujours à emprunter ou à solliciter une connaissance ou un parent parti aux États-Unis, au Costa Rica, en Espagne ou au El Salvador.

Il existe des programmes sociaux au Secours catholique ou à la Mairie, mais les contributions demandées sont beaucoup plus importantes. Alors nos maisons, c'est la chance de leur vie ! Autrement dit, il n'existe aucun programme (au moins dans la région) qui soit ainsi à la portée des plus pauvres.

Nous sommes « bien vus » par les bénéficiaires, mais de trop : il y a quelques jours, en un seul vendredi, j'ai eu 16 visites pour les maisons. C'était un peu exceptionnel, mais de la folie. Car je n'ai pas eu pendant cette même journée une seule visite pour me proposer de l'argent !

Pour vivre pendant la construction, ils demandent assez souvent à des amis ou, surtout, empruntent à l'entreprise où ils travaillent (on leur retient ensuite sur leur salaire).

Pour résoudre des problèmes de tous ordres (économie en matériaux, consommation en eau, épuration de l'eau, économie de bois...), pour l'organisation du travail, les démarches administratives, etc., j'ai quatre « bras droits » qui ont maintenant dix ans d'expérience et qui s'occupent des achats et de « mettre à l'abri » le matériel acheté : Ricardo supervise le tout ; Don José travaille le soir dans un groupe de musiciens (avec chapeau mexicain) et, dans la journée, il s'occupe de la fabrique de parpaings (les quatre ouvriers, les commandes de sable, l'arrosage, etc.) ; Toño, chauffeur de taxi, aide facilement, en camionnette, au transport du matériel qui ne vient pas par camion (celui destiné aux réparations de maisons, etc.). La comptabilité est assurée par Johana, l'infirmière du dispensaire qui a aussi son diplôme de comptable.

Pour économiser l'eau de la ville, nous avons construit un puits, car les parpaings demandent beaucoup d'eau pendant dix jours. Assez souvent, si la famille ne va pas le faire, nous récupérons une partie du bois du taudis pour leur faire une cuisine.

Pour construire ces maisons, il y a une liste d'attente. Pendant ce temps là, nous essayons d'obtenir des renseignements sur la famille (le plus souvent des mères célibataires avec 3, 4, ou 5 enfants), par exemple : combien d'enfants, s'il existe un « mari », où la femme travaille et combien gagne-t-elle, etc. Avec Ricardo, nous allons toujours voir la famille et les conditions dans lesquelles elle vit. Nous choisissons les plus pauvres et les plus seules. Ceux que nous voyons un peu moins dépourvus, ou quand nous n'avons pas suffisamment d'argent, nous leur facilitons l'achat de la charpente, des tôles, des parpaings. Nous faisons alors un devis et ils payent 33% et nous, nous apportons 66%. Mais nous les aidons *seulement après* qu'ils aient payé les 33%. Bien sûr, il nous arrive de baisser le taux de leur participation à 30, 25, 20% ou dans les cas extrêmes, à 10%.

Pour le terrain, le plus souvent, les gens ont le titre de propriété. S'ils ne l'ont pas, nous attendons qu'ils l'obtiennent. Les frais d'avocat coûtent entre 100 et 133 euros. Quant au permis de construire, la mairie leur fait payer le minimum (entre 3 et 5 euros) quand ils se réfèrent à notre projet. De même, la mairie ne nous demande pas d'impôts pour la fabrique de parpaings. C'est normal, c'est elle à que revient le problème de l'habitat ! Si les gens n'ont pas de terrain à eux et vivent sur des terrains non constructibles (ce n'est pas rare), nous les aidons quand même en leur facilitant l'acquisition de la charpente et du toit, qu'ils pourront emporter si un jour ils arrivent à être chez eux sur un autre terrain.

Pour l'aménagement de ces quartiers, la mairie se trouve toujours devant le fait accompli (les occupations) et petit à petit se résigne et finit par installer eau, électricité, égouts, même dans des quartiers inondables au sujet desquels la même mairie déclarait quelques mois auparavant : « il n'y aura jamais de permis de construire parce que ce sont des terrains inaptes pour la construction ». De même, il

y a des arrêtés municipaux qui interdisent aux commerçants d'installer leurs comptoirs sur les trottoirs ou aux paysans de laisser leurs vaches traverser les routes (ce qui peut causer des accidents mortels, d'un ami par ex.), etc., mais les règlements « plient » devant la pauvreté. Ce sont des quartiers marginaux ! Comment exiger ? Personne ne va en prison !

Notre projet a fait quelques émules : une ONG espagnole (Familles unies) copie notre projet. Ricardo bien volontiers les conseille à partir de notre expérience et leur facilite plans, devis… ; deux fabriques de parpaings ont aussi adopté notre type (de parpaings). Quant à la Mairie, elle connaît parfaitement notre projet, et cela nous rassure.

L'augmentation de population et de quartiers nouveaux (envahis) est manifeste d'une année sur l'autre. Elle est de 3% par an. Estelí a 120 000 habitants (recensement 2005).

Chers amis

Beaucoup d'entre vous ont certainement appris le décès brutal de Christian Weber survenu le 23 février à son domicile. Christian était un vieil ami et nous assurions tous les deux avec l'aide de plusieurs amis l'envoi des lettres de Jean depuis février 1986, date de la première lettre. Christian était marié, père de trois enfants et quatre fois grand-père. Il militait au sein de plusieurs associations pour un monde fondé sur la justice et la solidarité. Il était géologue et ses travaux sur le volcanisme et les séismes font date dans le milieu scientifique. Ses obsèques se sont déroulées à St Cyr-en-Val dans le Loiret où il résidait. Sa famille et ses amis, fidèles à sa foi et ses engagements, avaient voulu une cérémonie œcuménique à l'église.

Je continuerai à assurer le lien avec Jean et l'envoi de ses lettres. Je serais reconnaissant à ceux d'entre vous qui reçoivent ces lettres par voie postale de me communiquer le cas échéant leur adresse électronique pour faciliter la tâche et réduire les frais.

Ceux d'entre vous qui souhaiteraient soutenir l'action de Jean au Nicaragua, peuvent envoyer leurs dons à l'adresse suivante :
SNMUE
Pôle Amérique latine
58 avenue de Breteuil - 75007 Paris

Rédiger les chèques au nom de « Association CEFAL » *et préciser au dos du chèque «* pour Jean Loison *». Vous recevrez un reçu fiscal.*

Croyez, chers amis, en mon plus fidèle souvenir.

Jean Lhégu

Mon adresse : 32 avenue de la Mouillère – 45100 Orléans . Tél. : 02 38 66 25 23
Mel : jean.lhegu[AT]orange.fr

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 3029.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - http://enligne.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir en fin de lettre pour plus de détails – note DIAL.

[2] Fonds monétaire international – note DIAL.